



Distr.  
LIMITEE

T/PET.3/L.46/Add.1  
13 octobre 1960

ORIGINAL : FRANCAIS

PETITION DU PARTI DE L'UNITE ET DU PROGRES NATIONAL (UPRONA)  
CONCERNANT LE RUANDA-URUNDI

(Distribuée conformément à l'article 85, paragraphe 2 du règlement intérieur du  
Conseil de tutelle)

KIRARANGANYA, Boniface  
c/o ORGANISING SECRETARY GENERAL  
T.A.N.U. - H.Q.  
P.O. BOX 5191  
DAR ES SALAAM

Tabora, le 18 août 1960

TRANSMIS copie pour information à :

- S.M. le Roi du Burundi, à KITEGA
- M. le Ministre des affaires africaines  
à BRUXELLES
- M. le Résident général du Ruanda-Urundi  
à USUMBURA
- M. le Résident du Burundi à KITEGA

A Monsieur le Président du Conseil de tutelle O.N.U.  
à NEW YORK

Excellence,

Je me permets très respectueusement de porter à votre connaissance que la situation pacifique du Burundi reste toujours de plus en plus menacée.

Le gouvernement belge n'est plus sur place en vue de faire régner l'ordre ou la paix, il est plutôt décidé à soulever la bagarre, le désordre, à attirer toutes les misères possibles et imaginables sur le pays.

Les belges sont très énervés, très fâchés à cause du Congo, leur ancienne colonie qu'ils viennent de perdre, à cause de leurs manigances qui ont joliment échoués au Katanga.

Maintenant ils ont tourné leur colère contre le monde entier, contre l'O.N.U. même, enfin contre tous les pays qui n'ont pas consenti à leur donner raison quand ils ont volé la province congolaise du Katanga. Malheur au Ruanda-Urundi qui se trouve sous leur domination! Nous allons devoir payer cher à la place des leaders congolais qui n'ont pas voulu laisser le Congo entre leurs mains; à la place de l'O.N.U. qui a fait entrer son armée au Katanga contre la volonté du gouvernement belge; nous allons payer à la place du gouvernement soviétique qui a eu la bienveillance de manifester le désir de se porter au secours du Congo pour y maintenir la paix; nous allons payer à la place du monde entier.

En tout cas, vous savez bien, Monsieur le Président, le gouvernement belge n'a actuellement aucune envie de faire le moindre bienfait en Afrique ... Vraiment, l'O.N.U. ne veut rien faire pour nous assister dans une telle situation? L'O.N.U. qui jusqu'alors n'a fait que de multiples et grandioses bienfaits au monde? Non, ce n'est pas possible, nous ne pouvons pas nous attendre à une telle déception!

Le Ruanda est actuellement une "Enfer terrestre". D'abord, il y a eu la guerre fratricide soulevée par le gouvernement belge pour faire taire le parti qui avait réclamé l'Indépendance du pays, (méthode trop sévère, sauvage, que cette manière de riposter ainsi quand des gens réclament leur droit!) En plus de cela et par dessus le marché, il y vient de se terminer la première base des institutions démocratiques qui ont été arrangées dans une atmosphère d'injustice et de tyrannie de la part du gouvernement belge; dans une atmosphère de méfiance de la part de la population ruandaise. J'ose affirmer sans détours que les Burundi de l'UPRONA, parti majoritaire au Burundi, préfèrent mieux la mort pour tout de bon, au lieu de voir les élections se faire au Burundi dans la même atmosphère que celle dans laquelle elles viennent de se passer au Ruanda. C'est pourquoi je vous ai transmis mon télégramme du 17 août 1960<sup>1/</sup>, vous suppliant encore une fois à la place de l'UPRONA, de bien vouloir nous envoyer des Agents de l'O.N.U. qui serviraient d'observateurs lors de la Campagne électorale.

Certes, l'UPRONA est parti majoritaire au Burundi, mais si les élections se font sous la direction des agents du gouvernement belge, celui-ci s'arrangera sans aucun doute, pour que seuls les partis anti-indépendance gagnent frauduleusement,

---

<sup>1/</sup> T/PET.3/L.46

les élections n'aboutiront à rien de bon, ou même le gouvernement s'arrangera pour qu'il y ait bataille entre partis. Même au cas où il y aura bataille, j'espère du moins, soit dit en passant, que Monsieur HARROY, Résident général va se garder de mentir comme toujours en disant : "Ce sont les BAHUTU et les BATUTSI qui se sont battus." En effet, les bahutu et les batutsi du Burundi ne se battront jamais! Nous entendons trop bien pour nous battre.

C'est sûr que les partis politiques du Burundi eux aussi finiront par s'entendre, cette entente fraternelle n'étant pas possible pour le moment à cause de notre ennemi qui se trouve au milieu de nous, avec charge et occupation de nous séparer à ses grands profits.

Les six partis politiques du Burundi (y compris l'Uprona) qui ont maintenu la motion<sup>2/</sup> réclamant l'Indépendance pour le 27/12/1960, ont en même temps sollicité de la part de l'O.N.U., des observateurs ainsi qu'une petite armée de l'O.N.U. (ne fût-ce qu'une petite armée). Je renouvelle cette demande et vous prie d'avoir l'extrême obligeance de me faire connaître la position de l'O.N.U. quant à la question de cette demande, afin que nous puissions nous résigner à temps dans le cas où l'O.N.U. nous réserverait une suite défavorable : il ne faut pas se laisser prendre au dépourvu ... même quand il s'agit de se résigner.

Tous les soldats belges qui ont été chassés du Katanga se sont installés au Ruanda-Urundi. On dirait que chez eux en Belgique ils n'ont pas de toit sous lequel ils pourraient s'abriter.

Ils vivent au dépens de la Caisse du pays alors qu'ils sont inutiles, dangereux. En toutes circonstances, ils violent les femmes et les filles indigènes, le Burundi se trouve réellement sous occupation militaire, sans raison présentable sinon les caprices malicieuses du Belge.

Il est des partis politiques au Burundi, tels "l'UDP., P.D.C., P.D.R., P.E.P., P.P. et M.P.B." qui présentent des programmes à promesses flatteuses, mais il est aussi certain que de toutes ces promesses ils n'ont envie de réaliser aucune de bon coeur; ce qui les préoccupe, le seul projet principal qu'ils sont décidés à réaliser : c'est celui de refuser l'Indépendance du Burundi, selon le désir du gouvernement belge. ILS PERDENT LEUR TEMPS : Nous sommes, nous autres, décidés à

obtenir l'Indépendance du Burundi, pour juste le commencement de l'année 1961. Le monde raisonnable est avec nous! DIEU lui-même est avec nous, car Il n'a donné à aucune nation la faveur de dominer éternellement les autres.

De tous les articles de la Déclaration universelle sur les Droits de l'Homme, le Gouvernement belge ne prend aucun en considération. Nous insistons pour que la Liberté de parole et d'expression soit accordée à tout le monde et non seulement aux partis qui soutiennent les intentions du gouvernement belge, qui eux, en effet, ont le droit de tout dire ... même des mensonges, alors que ceux qui cherchent le bien et l'honneur de la nation burundi n'ont même pas le droit de se défendre.

Nous espérons que l'O.N.U. aura la bienveillance d'intervenir à temps, avant que les patriotes Burundi ne soient obligés d'acheter l'Indépendance du pays par le versement de leur sang, et je termine en priant les autorités gouvernementales belges de ne pas faire commencer les élections au Burundi avant que le parti majoritaire n'ait pris connaissance de votre dernière décision.

Agréé, je vous prie, Excellence, l'assurance de ma très haute considération.

KIRARANGANYA, Boniface

(Signé : illisible)

Leader UPRONA

-----